

Conférence de Gilles Kepel

13 janvier 2016

Novembre 2015 à Paris : l'analyse de Gilles Kepel

Pour mieux comprendre l'origine des attentats de Paris de janvier et novembre 2015, il faut replacer ces événements dans une perspective de long terme et éviter de se laisser abuser par la surinformation qui fractionne la connaissance, notamment à travers les moyens modernes de communication. Ces moyens, qui ont franchi une étape décisive avec l'achat du nom de domaine facebook.com le 14 février 2005, ont d'ailleurs été utilisés avec succès par le penseur du mouvement djihadiste, Abou Moussad Al-Souri. Celui-ci dépose, en janvier 2005, un texte fondateur qui marque le lancement du djihad de troisième génération. Ce texte s'appuie sur des récits illustrant les préceptes et appelant au combat à la fois contre les mécréants et contre ceux qui, dans l'Islam, se détournent de la ligne dure. Cela va toucher certains individus qui vont se radicaliser dans l'ombre et de façon non coordonnée, sans que les services de renseignement ne perçoivent le phénomène. Il faut s'efforcer de comprendre cette fragmentation. La compréhension, qui n'est pas l'excuse, peut servir à mieux combattre le phénomène.

Ce qui s'est passé dans l'année 2005 est essentiel. D'une part le texte d'Al-Souri est mis en ligne, d'autre part ont lieu de grandes manifestations à l'automne en France. Ces manifestations trouvent leur sens à la fois dans les problèmes sociaux des banlieues et dans le ressentiment de certains musulmans qui se sentent agressés. Cette attitude est le résultat d'une dialectique entre le djihad dont les préceptes sont destinés au monde entier et l'Islam de France.

Le djihad

Le djihad au sens littéral signifie effort pour être meilleur musulman. Il possède une dimension individuelle et collective. Collective : l'oumma doit s'étendre par des guerres de conquête, qu'il s'agisse de la prise de Constantinople au XV^{ème} siècle ou des attentats contre les États-Unis en 2001. Individuelle : chaque musulman doit défendre la terre de l'Islam et, pour cela, n'a pas besoin d'une autorisation quelconque. La guerre d'Algérie ne s'est pas appuyée explicitement sur cette doctrine mais a mis en avant l'anticolonialisme. En revanche lorsqu'en 1979 l'URSS vient soutenir militairement le régime en place contre les talibans en Afghanistan, le djihad est le socle qui sert à combattre le soviétisme. Le djihad militaire trouve alors un allié dans la CIA qui voit là l'occasion d'affaiblir Moscou. Le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan le 15 février 1989 marque le début d'une nouvelle séquence, alors que la veille, Salman Rushdie est objet d'une fatwa pour avoir écrit son livre sur le Coran.

Cette année 1989 est aussi celle de la chute du mur de Berlin le 9 novembre (cette date du 9/11 a été rapprochée par certains de celle du 11/9 de l'année 2001, à cause de la symétrie des nombres). Les musulmans combattants partis s'entraîner au Moyen-Orient pour lutter contre les troupes soviétiques d'Afghanistan reviennent dans leur pays d'origine ou de résidence. Ils

véhiculent l'idée que ce sont eux qui ont fait tomber l'empire soviétique. Certains vont porter le message du djihad en Algérie, avec l'appui de la population au début, suivi d'un rejet, dans la phase d'hyperviolence qui s'instaure pendant de longues années. Des cadres se forment, mais en France aucun acte terroriste n'a lieu sauf ceux de Khaled Kelkal en 1995. Ce relatif calme est principalement dû à l'influence des « darons » (les pères) des familles musulmanes qui empêchent qu'un djihad violent ne s'instaure en France.

Ben Laden, à la tête d'Al Qaida, constatant que la doctrine du djihad ne parvient pas à se traduire en actes, décide de monter l'opération du 11 septembre 2001. Il finance tout le dispositif, alors que vient d'être publié « Les cavaliers sous la bannière du Prophète » d'Al Zawahari qui désigne clairement comme cible privilégiée les États-Unis. Cette guerre d'un nouveau type prend totalement au dépourvu l'OTAN (car Al Qaida n'a pas de territoire et fonctionne comme un service secret) et plonge le monde occidental dans la sidération. De plus l'impact médiatique recherché est considérable grâce à la captation des images. Néanmoins aucun réel rassemblement de partisans n'a lieu après le 11 septembre. Dans la traque menée par les États-Unis un des dirigeants d'Al-Qaida est finalement livré à Bachar Al Assad et Al Qaida ne parvient pas à s'implanter réellement en Irak, trop accaparé par l'affrontement entre sunnites et chiites. Cette deuxième phase qui suit le 11 septembre est donc peu mobilisatrice.

On entre alors dans une nouvelle période marquée par la volonté de s'attaquer au « ventre mou » de l'Occident qu'est l'Europe. On vise à rassembler les mécontents et à attiser les haines au sein de la société par des actes violents (attentats contre des touristes allemands en Turquie, agressions contre des femmes à Cologne). Un des lieux privilégiés de diffusion des idées du djihad est la prison. C'est notamment là que se radicalisent les frères Kouachi et Amady Coulibaly, auteurs des attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyperkacher de Vincennes. C'est en prison que l'on parvient à capter la haine de ces détenus contre la société pour la mettre au service de la cause du djihad. Durant ces années (2011-2015) l'on assiste à l'échec des révolutions arabes qui ne débouchent pas sur la victoire du salafisme. Mais c'est quand même bien au Proche Orient et au Moyen Orient que ceux qui souhaitent déstabiliser l'Europe trouvent des appuis.

L'Islam de France

Les visées de ce djihad 3G vont finir par triompher quand même par la rencontre entre sa doctrine et les problèmes que connaît l'Islam de France. Jusqu'en 1989 celui-ci est géré dans un climat de coopération entre les darons et les hommes politiques français. Néanmoins, dès 1973, la collectivité musulmane rencontre des difficultés. Les musulmans sont alors dans une situation de « sédentarisation aléatoire », préférant rester en France, malgré le manque de travail, plutôt que de retourner dans leur pays. Le référent religieux redevient important et leur identité se construit aussi à partir du territoire (« je suis marseillais et musulman » et non pas « français » ou « algérien »). Comme beaucoup de musulmans ne votent pas, les maires ne construisent pas de mosquées, du moins au début. Après le retour de l'iman Khomeiny en Iran en 1979 le gouvernement décide, en 1981, sous l'égide de Gaston Defferre, de permettre à l'Algérie de prendre le contrôle de l'Islam de France et de la Grande Mosquée. La grande marche des beurs en 1983 est gérée avec ruse par Mitterrand qui ne leur accorde par de droits civiques mais les endort en facilitant la formation d'associations. Pierre Joxe crée « l'Islam de France » et Sarkozy le CFCM (Conseil français du Culte musulman).

Mais l'intégration n'est toujours pas faite. Les enfants des darons ne veulent pas gérer l'Islam de France dans lequel entrent les Frères musulmans. La question du voile dans les établissements scolaires est à l'ordre du jour et empoisonne la vie des chefs d'établissements scolaires. Quand les émeutes de 2005 éclatent, l'UOIF (l'Union des Organisations islamiques de France) les réprovoque. Sur fond de crise sociale dans les banlieues, ces émeutes prennent une tournure religieuse quand, par erreur, une grenade lacrymogène est lancée dans une mosquée au moment de la prière. Alors l'Islam de France change de visage et les enfants des darons commencent à s'inscrire sur les listes électorales, 22 ans après la marche des beurs. Cette prise de conscience de la possibilité de changer les choses par la voie politique se voit dans le fait qu'en 2012 8% des candidats aux législatives sont d'origine maghrébine. Mais corrélativement on assiste au rejet par certains de la francité et par le basculement vers le djihad. Et ce basculement va déboucher sur les événements que l'on connaît.

Faut-il être pessimiste ?

Malgré les événements dramatiques de 2015, l'auteur reste optimiste, notamment dans le cadre de ce dernier livre (« Terreur dans l'Hexagone, genèse du djihad français »), car il pense que la société française est plus mûre que les hommes politiques qui la gouvernent, comme en témoigne le fait qu'il n'y a pas de rejet massif des immigrés. La société actuelle est capable de fabriquer des anticorps.

Questions

L'Islam est-il compatible avec la démocratie ?

Dans les ajustements dont les textes fondateurs sont l'objet, il en est certains qui acceptent la démocratie et d'autres non. La démocratie est un horizon dans lequel beaucoup de musulmans se retrouvent. Après janvier 2015, on assiste à une montée de l'islamophobie qui permet au salafisme de prospérer. Mais après les attentats de novembre 2015 beaucoup d'imams repoussent la norme salafiste. Par ailleurs on sait que le salafisme de l'Arabie saoudite repousse les conceptions de Daesh.

Quels sont les objectifs de Daesh ?

Ceux-ci ont varié à travers le temps. Dans une première phase le djihad de première génération a visé le territoire afghan. Dans la phase « Al-Qaida » l'objectif est déterritorialisé. Dans la phase actuelle Daesh s'inscrit dans la dualité, en menant en parallèle une action dans les banlieues et au Moyen-Orient.

Quelles sont les causes de la montée du djihad ?

Il existe une pluralité de causes (sociales, religieuses, géopolitiques, psychiques) et il est difficile de les hiérarchiser. Les autorités politiques françaises n'ont pas su voir venir la révolution culturelle du djihad 3G. L'auteur regrette qu'il n'y ait pas eu de commission analysant le problème et de débat sur cette question.

Les populations françaises d'origine musulmane parviennent-elles à s'affranchir de leur pays d'origine ?

Non si le pays d'origine est un pays du Moyen-Orient. En revanche, avec les pays du Maghreb, la situation est différente car les populations habitant en France sont en général très

critiques à l'égard des régimes de leur pays d'origine. Le mixte franco-maghrébin est donc complexe.

Y-a-t-il de réelles différences entre le salafisme et le quiétisme ?

Pour Gilles Kepel la réponse est négative, car les argumentaires sont très proches.

Que penser des interventions de la France en Syrie et en Libye ?

Pour ce qui concerne la Syrie la France ne s'est pas donné les moyens de ses ambitions. En Libye l'intervention était justifiée.